

2,500,000 résidents de Berlin-Ouest dont nous avons garanti la sécurité.

Je termine en disant que nous espérons et souhaitons, comme le font, j'en suis sûr tous les membres de cette Chambre, que la tenue d'une ou de plusieurs réunions entre l'Occident et le bloc soviétique serve à augmenter la confiance mutuelle entre les deux parties, même si cela ne devait se faire que graduellement.

L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je suis sûr que la Chambre a suivi avec grand intérêt, et avec une compréhension bienveillante aussi, la déclaration complète du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Smith) lorsqu'il nous a parlé des problèmes internationaux auxquels nous faisons face aujourd'hui. Ces problèmes sont tout aussi complexes et difficiles qu'ils l'ont été n'importe quand depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Le ministre a terminé ses observations sur une note d'optimisme en quelque sorte mitigé. Il ne croit pas que la situation soit plus mauvaise qu'auparavant, et je crois qu'à cet égard il a envisagé la réalité. Il n'a pas dit que la situation était beaucoup meilleure, et nous devons peut-être nous en tenir à cela. Ses observations avaient une grande portée, et je crois que la Chambre doit lui en être reconnaissante. Naturellement, le monde est vaste et il ne pouvait traiter de tous les problèmes qui l'affligent. J'ai remarqué une omission notable; il n'a pas parlé des relations directes du Canada avec les États-Unis d'Amérique, par opposition aux relations qui découlent simplement de notre association avec les États-Unis dans une alliance de nations libres.

J'ai été heureux d'entendre le ministre formuler ses bons souhaits, qui sont ceux de nous tous aussi, j'en suis sûr, au premier ministre du Royaume-Uni à l'occasion de sa présente mission à Moscou, mission qui devient, pourrait-on dire, quelque peu ardue. Toutefois, M. Macmillan est de taille à résister à ces difficultés.

Nous nous joignons tous aussi au ministre pour ce qui est des bons souhaits qu'il a formulés à l'endroit du secrétaire d'État des États-Unis, empêché présentement par la maladie de remplir ses fonctions. Nous espérons que ce ne sera pas pour longtemps. J'ai déjà eu, monsieur l'Orateur, des divergences d'opinions avec M. Dulles. Je me souviens d'avoir un jour douté de la sagesse de la doctrine qu'il prêchait et qu'on vint à connaître sous le titre de "représailles massives". Je suis allé à Washington où j'ai protesté contre cette doctrine lors d'un discours que j'ai prononcé au club des journalistes de l'endroit, en plein territoire de l'autre partie. Après mon discours, M. Dulles m'a invité à déjeuner avec lui afin de pouvoir me dire combien il

désapprouvait ma propre désapprobation. Après un excellent déjeuner,—M. Dulles est un très bon hôte,—j'ai dû subir des représailles orales massives de la part du secrétaire d'État des États-Unis.

Comme l'a signalé l'honorable ministre, M. Dulles est un homme courageux. Son courage est indomptable; son énergie est incroyable; son intégrité et sa sincérité ne font aucun doute; et sa science des affaires internationales est certes inégalée. Le plus grand hommage qu'on puisse rendre peut-être à l'importance du rôle qu'il a joué pendant de si nombreuses années, c'est la reconnaissance universelle du vide,—si le mot n'est pas trop fort,—qui s'est produit temporairement, nous l'espérons, dans la politique étrangère des États-Unis à la suite de son départ du département d'État. Nous espérons qu'il sera bientôt complètement rétabli.

Maintenant, monsieur l'Orateur, la situation à laquelle nous devons faire face, comme l'honorable ministre l'a fait remarquer, est grave. Récemment, lundi dernier, le premier ministre (M. Diefenbaker), lui-même, au cours d'un débat sur une autre question, a exposé son point de vue au sujet de cet état de gravité de la situation. Elle était si grave qu'en septembre dernier on a jugé inopportun,—je reconnais que d'autres facteurs avaient également leur importance,—d'annuler un contrat portant sur des avions d'interception pilotés, et cette situation est tout aussi sérieuse à présent. Je crois que le ministre conviendra avec moi si je dis que c'est injudicieux,—et je ne prétends pas que cela s'applique à lui,—de baser une politique étrangère sur les variations d'une situation internationale qui est restée grave depuis la fin de la seconde guerre mondiale et qui le restera aussi longtemps que durera ce qui a été appelé la "guerre froide", c'est-à-dire le conflit entre l'Est et l'Ouest. Le ministre, à bon droit, a consacré une bonne partie de son temps à nous parler de ce conflit, et j'aurai quelque chose à dire à ce sujet un peu plus tard.

Il a parlé du Commonwealth, et nous, de ce côté-ci de la Chambre, aurions beaucoup aimé, à l'occasion de ce débat, que le premier ministre nous donne un compte rendu de son récent voyage aux pays du Commonwealth. Je sais que ce serait impossible dans un débat d'une journée, mais j'espère qu'avant longtemps nous aurons l'occasion d'entendre le premier ministre nous faire le récit de son voyage. Dans le monde incertain, voire dangereux, où nous vivons, un des aspects les plus encourageants de la situation internationale, c'est le rôle que les nations du Commonwealth continuent de jouer en travaillant de concert à des fins utiles et en vue d'obtenir la paix. Bien entendu, le Commonwealth est